

Communiqué collectif



Refus de la loi « immigration-asile », même « découpée »

Nos organisations, associations, collectifs et syndicats, membres du collectif « Uni.es contre l’immigration jetable. Pour une politique migratoire d’accueil » continuent à dénoncer le projet du gouvernement concernant l’immigration et l’asile.

E. Macron s’entête et refuse d’entendre la mobilisation sociale massive contre sa loi sur les retraites. Les annonces faites en conférence de presse ce 22 mars s’inscrivent dans un contexte de forte contestation de la politique menée par le gouvernement, sur les retraites, le logement, le chômage et l’immigration et l’asile.

Ces annonces ne nous trompent pas : si le projet de loi « immigration-asile » en tant que tel ne sera pas discuté à partir de mardi 28 mars au Sénat, ses dispositions sont toujours à l’ordre du jour. E. Macron l’a affirmé : “Il y aura bien une loi immigration, découpée en plusieurs textes qui arriveront dans les prochaines semaines”.

Quelle que soit la forme que prendront ces textes, le fond du projet de loi demeure ! L’objectif du gouvernement reste toujours : renforcer les mesures arbitraires et répressives contre les personnes contraintes à l’exil. Celles-ci sont considérées comme une population de seconde zone, privée de droits, précarisée soumise à l’exploitation et l’arbitraire. C’est inacceptable. Nous continuerons donc à dénoncer toutes les mesures qui seront prises contre les personnes exilées et à défendre l’accueil, la dignité et les droits de toutes celles et tous ceux qui fuient la guerre, les persécutions, la misère ou les dégâts environnementaux.

Nous appelons à rejoindre les mobilisations prévues

Samedi 25 mars dans de nombreuses villes : Alençon, Auxerre, Bayonne, Blois, Bordeaux, Bourg-en Bresse, Brest, Cahors, Chalon sur Saône, Chartres, Coutances, Dunkerque, Foix, Gourdon, Grenoble, La Rochelle, Le Mans, Lille, Lyon, Mâcon, Marseille, Martigues, Montbéliard, Montpellier, Nantes, Nîmes, Orléans, Paris, Pau, Perpignan, Rennes, Rouen, Saint-Etienne, Strasbourg, Tarbes, Valence...

Lundi 27 mars : Réunion publique nationale à la Bourse du Travail (boulevard du temple) à Paris et en ligne à partir de 18h30 avec des interventions de représentants de la CSP 75, du CTSPV, de La Cimade, de la FTCT, du GISTI, des Invisibles en mouvement (Italie), de la LDH, du Syndicat de la Magistrature et de l’Union syndicale Solidaires.

Une conférence de presse aura lieu au même endroit à partir de 17h30.

Paris, le 23 mars 2023